Afrique du Sud, la fin de l'illusion « arc-en-ciel »

jeudi 16 janvier 2014, par GABRIEL Claude (Date de rédaction antérieure : 15 janvier 2014).

A quelques mois des élections générales en Afrique du Sud, vient de se tenir le congrès du syndicat de la métallurgie, l'une des plus grandes fédérations du COSATU (confédération largement hégémonique depuis trente ans dans les principales branches économiques du pays). Or, ce congrès de la métallurgie va marquer pour longtemps le panorama social et syndical du pays…

Au cours des négociations pour un changement institutionnel (1990-1994), le COSATU s'est institutionnalisé et s'est totalement inscrit dans le cadre d'une alliance avec l'ANC et le Parti communiste. En 1994, alors que s'opère la transition définitive, avec l'élection de Mandela au poste de président, le COSATU a été chargé d'associer les travailleurs à la construction d'une « nouvelle Afrique du Sud ». Dans le même temps le nouveau pouvoir adoptait une ligne suffisamment libérale pour que les promesses d'un changement social profond ne se réalisent pas, hormis l'accès à des emplois plus qualifiés pour une couche de quelques centaines de milliers de Noirs.

Le paradoxe a été vite surmonté par la corruption des directions syndicales, par leur coparticipation au pouvoir politique au travers de responsabilités croisées au sein de l'ANC et du PC, et par des salaires mirobolant pour les responsables syndicaux au sein de leur entreprise. En mai 2012, un journal rapportait que le secrétaire général du syndicat des mines (NUM) avait reçu un salaire annuel de 1,4 million de rands (98.000 euros), ce qui dans ce pays le place dans la tranche des 1% les mieux rémunérés. Et tout est à l'avenant, y compris pour les délégués locaux (*shop-stewards*) dans un certain nombre de branches.

Pendant ce temps, le chômage atteint plus ou moins 40% si l'on tient compte de la masse des gens qui ne cherchent plus officiellement d'emploi, les bidons-villes ne cessent de croître et se caractérisent hélas toujours par leur identité raciale (Métis, Africains…) et la criminalité atteint des sommets. De multiples luttes éclatent dans le pays pour des services minimums dans les bidons-villes, pour les conditions d'existence (travailleurs agricoles) ou pour les salaires. Les entreprises de prêt de main d'œuvre pour briser les grèves font fortune.

Un an après Marikana

En août 2012, éclatait une grève dans la mine de platine de Marikana pour un salaire de 12.500 rands (875 euros / mois). Ce conflit non soutenu et même dénoncé par le NUM (dont l'ancien dirigeant Cyril Ramaphosa est aujourd'hui l'un des hommes les plus riches du pays) s'est terminé par le massacre de 34 mineurs par la police. Ce qui a constitué autant un traumatisme national qu'un point de rupture.

C'est donc approximativement un an après que s'est ouvert le congrès de la métallurgie (NUMSA). Les résolutions votées sont sans ambiguïté : rupture avec l'alliance (ANC, PC), dénonciation du Parti communiste pour son abandon du projet socialiste au profit du libéralisme et appel au Cosatu pour que celui-ci rompe aussi. Ce processus a de forte chance d'aboutir à une scission du COSATU en regroupant un certain nombre d'autres syndicats également critiques.

Mais le tournant est encore plus profond, car la direction du NUMSA est aussi membre de l'ANC et du PC. C'est donc une rupture systémique. D'autres résolutions du congrès appellent d'ailleurs à renouer avec le projet socialiste et à former un nouveau parti des travailleurs. L'événement est d'une grande importance, même si le processus risque d'être tout sauf linéaire. En effet, la direction du NUMSA vient d'une culture stalinienne dans laquelle le mouvement social et le « parti » ne font qu'un. La construction d'un nouveau mouvement ouvrier démocratique nécessitera une rupture complète avec cela ainsi qu'une relation d'égal à égal entre les syndicats et la fleuraison des mouvements et associations dans les quartiers, les bidons-villes et les zones rurales. Tout cela reste évidemment incertain.

Mais dans l'attente, le congrès du NUMSA constitue une chance pour la gauche sud-africaine, déjà très active. A l'ouverture du second jour du congrès, tous les délégués sont arrivés en rangs serrés, brandissant chacun un billet de 100 rands (pour les familles des victimes de Marikana) et demandant la démission de Zuma, l'actuel président de la République, en raison de cette répression.

La crise est donc ouverte, et ce symboliquement au moment de la mort de Mandela. Mais, l'histoire ne nous a pas pris par surprise. Il a bien fallu une génération pour que le souffle compréhensible de la « révolution démocratique » s'estompe et que le capitalisme racial apparaisse comme le vrai problème. Hormis les classes moyennes non blanches que le changement de régime a permis de gonfler et les quelques milliardaires noirs liés au pouvoir, l'économie reste essentiellement aux mains de la classe dirigeante blanche, des mines et des multinationales étrangères. Les écarts de revenus sont tels et le coût du travail manuel si bas que l'Afrique du Sud reste le pays paradisiaque pour les Blancs. Voilà ce qu'est toujours le « pays arc-en-ciel ».

Claude Gabriel